



Énergies Syndicales

Construisez vous-même votre avenir



En ce mois de novembre, les salariés des industries électrique et gazière auront à élire leurs délégués du personnel et leurs représentants en comité d'établissement.

En pleine crise économique, ces élections revêtent une importance essentielle car situées dans une période de forte tension sociale face à un gouvernement et à un patronat intransigeants.

Elles doivent permettre aux salariés de prolonger eux-mêmes une démarche syndicale qu'ils approuvent à une large majorité. 80 % d'entre eux jugent la CGT présente, 73 % combative, 69 % respectueuse de leur avis, 63 % soucieuse de l'unité d'action, 53 % efficace sur les thèmes revendicatifs.

La CGT est ainsi plébiscitée pour sa démarche revendicative et son efficacité au service des salariés avec comme ligne de conduite, la recherche inlassable de l'unité d'action au service de la défense des revendications.

Cette démarche conduit à ce formidable mouvement multiforme et intergénérationnel que nous vivons actuellement, un mouvement qui exprime le rejet de la réforme gouvernementale des retraites et exige l'ouverture de négociations sur des propositions alternatives.

Une démarche qui trouve, par ailleurs, un écho partout en Europe et même au-delà, comme en témoignent les nombreux messages de soutien qui nous sont parvenus.

Une démarche, enfin, proposant aux salariés de construire eux-mêmes leur avenir et d'asseoir leur détermination : ils ne veulent pas être sacrifiés sur l'autel de la compétitivité.

Votez pour vous ! Votez et faites voter CGT !

Hervé Delorme, responsable du pôle politique financière de la FNME

Soleil africain, kilowatts européens ?

L'Afrique du Nord et une partie de la péninsule arabe sont concernées par trois gigantesques projets énergétiques, portés par une Europe soucieuse de disposer " d'électricité propre. " À qui profiteront-ils ?

Le 13 juillet 2009 était officiellement donné le coup d'envoi d'un projet énergétique colossal : un gigantesque réseau de centrales solaires installées dans le Sahara et sur la péninsule arabe censé alimenter l'Europe en " énergie propre ". Son nom ? Désertec. Coût estimé ? Entre 400 et 600 milliards d'euros. Son objectif ? Couvrir, d'ici à 2025, 15 % des besoins énergétiques de l'Europe. Un projet dans lequel s'étaient d'ores et déjà inscrites douze entreprises européennes parmi lesquelles quelques " poids lourds " : le conglomérat Siemens, les électriciens E.ON et RWE, la Deutsche Bank, rejoints ensuite par Saint-Gobain... Et qui bénéficiait alors du soutien du gouvernement allemand, comme en témoignait Frank-Walter Steinmeier, ministre des Affaires étrangères : " Ce projet visionnaire présente un fort potentiel pour accroître la coopération régionale à travers toute l'Afrique du Nord, entre des États qui ont toujours des frontières fermées. "

Solaire à concentration

Techniquement parlant, le projet prévoit d'utiliser des centrales thermiques solaires à

concentration, d'une puissance d'environ 5 GW chacune.

Formées de batteries de miroirs - qui peuvent être alignés sur plusieurs kilomètres - de forme cylindro-parabolique, ces derniers réfléchissent la lumière du soleil dont ils suivent le déplacement en la concentrant vers un tube contenant un fluide.

Porté à 400 °C, celui-ci chauffe des circuits d'eau, générant de la vapeur actionnant des turbines produisant l'électricité. Une technologie qui n'est pas nouvelle, puisqu'utilisée depuis le milieu des années 1980 dans le désert de Californie, à Kramer Junction, dans le Nevada ou encore en Espagne, à Almería.

Mais Désertec laisse certains observateurs dubitatifs... Outre le financement " pharaonique " du projet, soit l'équivalent de la construction de plusieurs centrales nucléaires de nouvelle génération, l'acheminement de l'électricité en courant continu et sur de très longues distances constitue un obstacle de premier ordre. Et l'argument écologique paraît pour le moins insuffisant face aux critiques de " néo-

colonialisme " d'un tel projet...
Quelle réponse aux besoins ?

" La première réponse que devrait apporter ce type de projets est : quelles réponses aux besoins des populations des pays concernés. " La remarque de Marie-Claire Cailletaud, [lire aussi page 12] du pôle Politique industrielle et énergétique de la FNME-CGT, est partagée par nombre d'observateurs.

D'autant qu'un autre projet important fait face à Désertec : le Plan solaire méditerranéen (PSM), inscrit dans l'Union pour la Méditerranée, initiative sarkoziste lancée en 2008. Celui-ci prévoit la construction de capacités de production d'électricité renouvelable (solaire et éolienne) d'environ 20 gigawatts d'ici à 2020, dont un quart serait exporté vers l'Europe. En juillet dernier s'est rajouté à ce plan le projet Transgreen, soit un réseau de lignes à haute tension entre les deux rives de la Méditerranée [lire pages suivantes]. Ces différents projets sont aussi une opportunité pour l'Europe : ses engagements environnementaux l'oblige en effet à produire 20 % d'éner-



gies renouvelables d'ici à 2020.

Et l'article 9 de la directive Energie-climat autorise les pays européens à comptabiliser ces importations dans leurs quotas. Le tout présenté comme une chance pour les pays nord-africains, susceptibles de pouvoir profiter de ces investissements étrangers pour asseoir leur développement énergétique. Et de vendre beaucoup plus chère aux Européens l'électricité produite chez eux...

Profit mutuel ou voracité ?

Dans les pays concernés, les réactions semblent être pour le moins nuancées...

L'Algérie, tout d'abord associée au projet Desertec, a fait récemment marche arrière, exprimant " ses réserves quant à la souveraineté algérienne sur ses installations, de propriété étrangère, implantées sur le territoire algérien, ainsi que sur la durée de réalisation du projet ", jugée longue. À l'image de l'Algérie, qui s'est lancée dans d'importants projets de production d'EnR (énergies renouvelables), la Tunisie a initié son plan solaire, soit pas moins de 40 projets, dont 75 % seront financés par des investisseurs privés, très sollicités de part et d'autre de la Méditerranée.

Le Maroc, quant à lui, cherche à réduire sa dépendance énergétique :

le pays importe 95 % de ses énergies primaires et 18 % de son électricité, notamment auprès de l'Espagne. Alors même qu'il doit se doter chaque année d'une capacité de production supplémentaire de 350 MW, soit l'équivalent de la consommation de Rabat.

Le Maroc s'est lancé dans un vaste plan solaire dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée : en revendant son kwh solaire à 40 centimes d'euros sur le marché européen contre 7 à 10 centimes au Maroc, il rentabilise ainsi ses investissements. Sans lever un certain nombre de doutes quant à cette nouvelle forme de " dépendance " extérieure.

Comme le souligne Lemtaï Zitouni (voir ci-contre), " La réticence de certains pays face à de tels projets est éloquent : personne n'ignore que ces groupes sont articulés, pour ne pas dire contrôlés, par des hedge funds(1) agressifs et voraces. C'est pourquoi, il nous semble, eu égard à l'histoire contemporaine, de ne pas nous attendre en l'état actuel des choses à un partage équitable ou à un profit mutuel et réciproque. "

Christian Vallery

1) Fonds d'investissements particuliers

Quel(s) intérêt(s), pour quel profit ?

Une stratégie plus industrielle qu'énergétique

Maïté Jauréguy-Naudin, coordinatrice du programme Énergie à l'Institut français des relations internationales (Ifri)



" Si on analyse ces projets en les plaçant dans une perspective européenne, on peut se poser la question de leur légitimité à la lueur des chantiers européens qui restent à accomplir. Chantiers techniques mais surtout économiques, notamment autour de l'intégration des énergies renouvelables et plus particulièrement leur acceptabilité par les populations. "

Ces projets - Desertec, PSM, Transgreen - sont ambitieux voire pharaoniques. Ce qui entraînera des coûts rajoutés considérables... Alors que les réseaux espagnol, italien et du Sud de la France nécessiteraient des investissements urgents... Et si l'on se place du point de vue des pays concernés, il me semble que l'on est face à une stratégie plus industrielle qu'énergétique. "

Accaparement des richesses

Lemtaï Zitouni, responsable de l'Oasmmecca (Organisation africaine des syndicats des mines, métaux, énergie, chimie et assimilés).



" Lorsque l'on sait que les besoins énergétiques futurs seront considérables, ce qui incite non seulement les pays industrialisés, mais aussi et surtout les pays émergents à forte croissance à se positionner sur ces " territoires ", il est légitime de se poser néanmoins des questions sur les visées réelles de ces réalisations, de leur finalité et s'interroger surtout, sur le développement des pays où seront installés ces projets. "

Et l'on sait également que les institutions financières internationales, affichant un " changement " des pays pauvres endettés (notamment en Afrique, réservoir de matières premières) imposent la libéralisation économique à ces pays, de l'agriculture jusqu'à l'énergie. Toutes ces " recommandations " tendent vers un seul et unique objectif : l'accaparement de leurs richesses, et tout particulièrement l'eau et l'énergie. Comme une histoire qui se répète, le seul changement est que les opérateurs ne sont plus des États, mais des intérêts privés. Et spéculatifs. "

Après le pétrole et l'uranium, le solaire ?

Marie-Claire Cailletaud, responsable du pôle politique industrielle et énergétique de la FNME.



" Syndicalement, nous devrions nous élever plus fortement sur le développement des interconnexions entre les pays. Tant qu'elles ne sont là que pour garantir l'équilibre des réseaux et permettre à celui qui produit moins, à un moment donné, de disposer néanmoins d'électricité... Sauf que le développement auquel on assiste n'est là que pour assurer le fonctionnement du marché, et ce, afin que les prix puissent augmenter. Nous avons pillé le pétrole, pillé l'uranium... Et maintenant le solaire ? "



Plan solaire méditerranéen opportunité ou risque ?

En septembre 2009, Jean-Paul Rignac, du pôle politique industrielle et énergétique de la FNME, participait à une conférence internationale à Rome, en compagnie de nombreux syndicalistes de différents pays de la Méditerranée.

Quel était l'objet de cette conférence ?

Jean-Paul Rignac : Une cinquantaine de participants, dont une bonne part de syndicalistes italiens et une dizaine venue de différents pays de la Méditerranée (Portugal, Espagne, Tunisie, Égypte, France), étaient réunis pour échanger sur les conditions techniques et sociales dans lesquelles pourrait se bâtir le plan solaire méditerranéen. Cette conférence rentrait dans le cadre d'une coordination des syndicats confédérés des pays de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (Ome), avec la

CES.

Peut-on, avec ce projet, parler d'échange équitable entre le Nord et le Sud ?

J-P. R. : Les EnR (énergies renouvelables) sont une opportunité pour tous ces pays du Sud et surtout pour ceux qui n'ont pas de ressources fossiles. L'Ome veut, au travers de ces projets, créer un marché de l'énergie qui aille au-delà de l'Europe, mais attention au danger de la délocalisation des moyens de productions électriques, surtout dans la perspective de faire payer en Europe les plus polluants : il y a le risque d'utiliser en Europe une élec-

tricité considérée " propre ", mais qui pourrait être produite hors d'Europe sans aucune norme environnementale ou sociale.

D'un point de vue syndical, quelle a été l'appréciation globale sur ce plan solaire méditerranéen ?

J-P. R. : Tous les syndicats ont porté un avis plutôt positif sur ce projet, en soulignant qu'il était prévu que 70 % de l'énergie revienne aux populations locales. Les syndicats insistent sur l'intérêt d'une coordination syndicale pour suivre ce projet, afin de discuter avec les entreprises et les pays d'accueil

pour une bonne coopération, un bon dialogue et un bon développement durable, environnemental et social. Ce projet peut amener ces pays du Nord de l'Afrique à renouer concrètement des liens avec les pays européens avec qui ils se sentent proches par la langue, l'histoire... Ils y voient une opportunité de développement local. Sinon il y a un risque qu'ils se rapprochent des nations arabes, voire islamistes, et qu'ils tournent le dos à l'Europe. C'est toute la différence entre ce projet et le projet Désertec qui techniquement est assez voisin, mais essentiellement financier, avec 100 % de l'électricité destinée à l'Europe sans tenir compte des spécificités du Maghreb.

Quels sont également les " risques " liés à ce projet ?

J-P. R. : Aujourd'hui l'énergie électrique est localisée dans les pays européens où elle est consommée. Demain, une fois que des réseaux relieront l'Afrique à l'Europe, il y a un risque de délocaliser en Afrique la production d'électricité, car les normes sociales et environnementales ne sont pas les mêmes qu'en Europe, et il y a donc le risque de créer une concurrence entre les travailleurs de l'énergie en termes de salaires et de garanties collectives. Il y a aussi un risque de concurrence entre les énergies produites en Europe et hors Europe, notamment en utilisant les réseaux créés pour les EnR pour y faire transiter une électricité moins " propre ". Il faut donc en parallèle aux projets technologiques et financiers, créer des règles sociales avec un statut du travailleur commun à l'Europe et à l'Afrique, et des règles sur l'environnement dans l'énergie pour éviter un dumping social et environnemental. Afin d'équilibrer l'échange d'importation d'énergie renouvelable en provenance d'Afrique, pourquoi ne pas exporter un modèle social et environnemental de haut niveau envers les populations de tous les pays du pourtour méditerranéen ?

**Propos recueillis par
Christian Vallery**

Transgreen

un affichage politique

Patrice Sébille et Dominique Loret, administrateurs CGT au conseil de surveillance de RTE, émettent des doutes sur la réalisation du projet. Explications.

" Techniquement et économiquement parlant, on est aux limites du sérieux ". Pour Patrice Sébille et Dominique Loret, administrateurs CGT au conseil de surveillance de RTE (Réseau de transport d'électricité), le projet Transgreen dans lequel s'est inscrit RTE vaut surtout pour " son affichage politique. Beaucoup de choses sont pilotées depuis le champ ministériel, histoire de ne pas laisser seulement les Allemands (avec le projet Désertec, NDLR) prendre des initiatives. Pour le moment, Transgreen n'est qu'une sorte de bureau d'études. Et s'il fait part d'une volonté affichée de relancer les investissements productifs dans le domaine industriel, nous avons des doutes quant à sa réalisation. "

Pour reprendre les termes officiels, Transgreen propose un schéma directeur technique et économique d'un réseau de lignes de transport d'électricité transméditerranéen dans le cadre du Plan solaire méditerranéen capable d'exporter une puissance de 5 MW vers l'Europe.

Faisabilité hypothétique

Prenant appui sur le Plan solaire marocain, dont l'électricité serait " injectée " dans Transgreen, celui-ci envisage

aujourd'hui trois options. L'une consiste à traverser la Méditerranée sur 200 km sous-marins, de traverser l'Espagne en aérien sur 800 km (en recevant au passage l'électricité éolienne espagnole), puis de retraverser la Méditerranée sur 200 nouveaux km sous-marins, avec ensuite un transfert via le réseau français. La seconde est l'option sous-marine, soit 1200 km. La troisième reprend l'option n° 1, le prolongement vers le Nord de l'Europe se faisant au moyen d'une ligne additionnelle d'alimentation, sorte de super-réseau Sud européen...

Pour Patrice et Dominique, on est là face " à une faisabilité hypothétique et des coûts faramineux. Il s'agit d'une ligne en 400 KV, en courant continu... La liaison France/Espagne, à elle seule, se chiffre entre 750 millions et un milliard d'euros, et ce, pour 65 km ! Sur ce maillage de câbles en continu, on ne sait pas comment éliminer les défauts : personne n'a encore trouvé comment les protéger. Les fermes éoliennes en mer du Nord sont confrontées à ce problème. Et on a aussi l'exemple des câbles sous-marins entre la France et l'Angleterre, avec les difficultés de dépannage. En Méditerranée,

comment les ressortir en cas de problèmes ? Tout ça paraît un peu fumeux... " Transgreen a fait l'objet d'un fort affichage médiatique, porté par une valorisation politique importante aux yeux de Nicolas Sarkozy, soucieux de promouvoir l'Union pour la Méditerranée qu'il a créée et dans laquelle s'inscrit le Plan solaire méditerranéen.

" De toute façon, Transgreen reste un bureau d'études : il n'a pas pour objectif de construire. " Et la CGT a également des sujets concrets de

préoccupation... " En conseil de surveillance du RTE, nous sommes intervenus pour rappeler le problème d'alimentation qui existe sur la zone PACA. En suggérant que sur ce genre de problèmes, on pouvait sans doute rapidement faire quelque chose... "

Christian Vallery



Vives inquiétudes pour l'emploi

Le groupe énergétique allemand, E.ON, qui compte environ 88 000 salariés, est présent dans plus de 30 pays, dont 15 en Europe, et est partie prenante du projet Désertec.

Le 26 octobre dernier, au Cap d'Agde (Hérault), se sont réunis les représentants syndicaux français, italiens, espagnols et roumains de son Comité d'entreprise européen (CEE). Pierre Caselles, président suppléant CGT de ce dernier, explique les enjeux de cette rencontre jusqu'alors inédite. "Après deux années d'exercice de ce CEE, nous avons tissé des liens entre nous. Et avec l'Espagne, la Roumanie, l'Italie, les points communs historiques ne manquent pas. D'où l'idée de créer une vraie coordination syndicale entre nous, afin de pouvoir influencer les décisions du groupe. Car à l'image des autres multinationales, E.ON cherche à se positionner dans les pays du Maghreb, au travers de projets liés au gaz, au pétrole et au solaire. Et nous ne voulons pas laisser le champ libre aux multinationales qui élargissent leur périmètre d'intervention et s'approprient à piller les richesses de cette partie du globe."

À l'issue de cette journée d'échanges, un communiqué commun a été rédigé, exprimant entre autres "ses vives préoccupations pour les perspectives d'emploi" du groupe, et la nécessité "d'activer dans les plus brefs délais une plus grande implication du comité d'entreprise européen et des représentations syndicales nationales sur les décisions stratégiques qu'E.ON devra mettre en œuvre dans un avenir proche."

Mario Arca, délégué italien, a également proposé que soit organisée en 2011 une rencontre avec les fédérations syndicales d'autres groupes énergétiques - comme l'Italien Enel - afin d'examiner leurs stratégies et déterminer le cas échéant une réponse syndicale.



Transgreen, schéma directeur international



Le 5 juillet dernier, à Paris, Transgreen était officiellement lancé. Le "protocole d'intention", faisant office d'acte de naissance, a été signé par treize entreprises : EDF, RTE, Alstom, Areva, Nexans, Prysmian, Atos Origin, Caisse des Dépôts Infrastructure, Agence française de développement, Véolia, Siemens, Abengoa Solar (Madrid), Taqa Arabia (Le Caire).

Les gestionnaires de réseaux de transports Terna (Rome) et Red Electrica (Madrid) ont également fait part ce jour-là de leur intention d'être associés à Transgreen, rejoint en octobre dernier par l'Office national d'électricité (One) du Maroc, ce pays devenant ainsi l'un des premiers partenaires maghrébins du consortium.

À l'heure actuelle, une seule liaison existe entre l'Afrique et l'Europe : un câble de courant alternatif de 1 400 MW via le détroit de Gibraltar. Transgreen envisage de renforcer la liaison Maroc-UE, mais aussi de relier l'Algérie à l'Espagne et à la Sardaigne, la Tunisie et la Lybie à l'Italie et l'Égypte à la Grèce.

Cette "boucle" méditerranéenne utiliserait la technologie des lignes à courant continu haute tension (CCHT), qui permettent de transporter le courant avec des pertes inférieures à 3 % pour 1 000 km de distance. Un défi qui impose d'autres champs d'investigation technologique. Même André Merlin, président du conseil de surveillance de RTE (et ex-patron de l'entreprise) en convient : "Pour l'instant, en continu, on n'a réalisé que des liaisons point à point. Mais on ne se sait pas faire de réseaux maillés."